

# Idées débats, tribunes

## Pierre Ivorra

CHRONIQUEUR ÉCONOMIQUE  
À « L'HUMANITÉ »

### Agir contre la domination de la finance exige de la comprendre

Les enseignements de la crise financière de 2008 ont-ils été tirés ? Parmi les dernières alertes en date, le récent effondrement des Bourses fait tout simplement craindre un nouveau krach... Alors, face à un système financier qui porte en lui-même les plus grands dangers, et plus globalement à la crise de la « civilisation capitaliste » qui menace de tout emporter avec elle, il s'agit d'abord de connaître les ingrédients du péril, montre Pierre Ivorra dans son dernier ouvrage, « la Finance au pas ». Comprendre ce qui est réellement à l'œuvre dans le gonflement effréné de la dette publique, et partant, dans l'abaissement social, la crise du politique et de la démocratie représentative, pour élaborer des propositions nécessairement radicales. C'est à partir de cet effort incontournable qu'il sera possible de construire, collectivement, l'urgente contre-attaque.

Repousser la finance pied à pied dans un combat multiforme visant aussi bien l'accès à l'emploi, à la formation que le droit au respect de la confidentialité sur Facebook nécessite l'action la plus large. François Hollande l'avait désignée comme l'ennemi public numéro un lors de la campagne électorale de la présidentielle. Effectivement, l'on ne sortira pas du trou de la crise si l'on ne s'attaque pas à la finance. Le problème, c'est qu'il ne l'a pas fait. Il est évidemment important de savoir d'où viennent les marchés financiers, d'évaluer les effets du rôle joué par un dollar en crise et la révolution technologique en cours dans leur développement. Les peuples du monde, et aussi celui des États-Unis, pâtissent du long déclin d'un empire américain dominant la planète depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale et qui ne se résigne pas à devoir céder du terrain. Ici, j'insisterai sur l'urgence qu'il y a à faire reculer cette domination de la finance. Pour mesurer le péril, un exemple. Il y a un indicateur qui évalue l'évolution des 500 grandes valeurs boursières cotées aux États-Unis. Entre mars 2009 – son point bas, atteint lors de la grave récession subie par le pays –, et le deuxième trimestre 2014, cet indicateur a progressé de 184,8 %. La valeur des titres de ces 500 grandes entreprises américaines a en moyenne plus que doublé en 5 ans, alors que durant la même période la croissance de l'économie des États-Unis n'a été que de

11,5 %. En France, pour un PIB qui a progressé de 5,3 % entre mars 2009 et mars 2014, l'indice CAC 40, qui mesure l'évolution de la valeur des actions des grands groupes français, a augmenté de 71,1 %. On constate une même enflure des dettes publiques auprès des marchés financiers. Le PIB français a ainsi progressé de 8,6 % entre 2007 et 2013, et la

#### SI UN CAPITALISTE PEUT OBTENIR UNE RENTABILITÉ DE 10 OU 15 % SUR LES MARCHÉS, POURQUOI INVESTIRAIT-IL DANS LA PRODUCTION ?

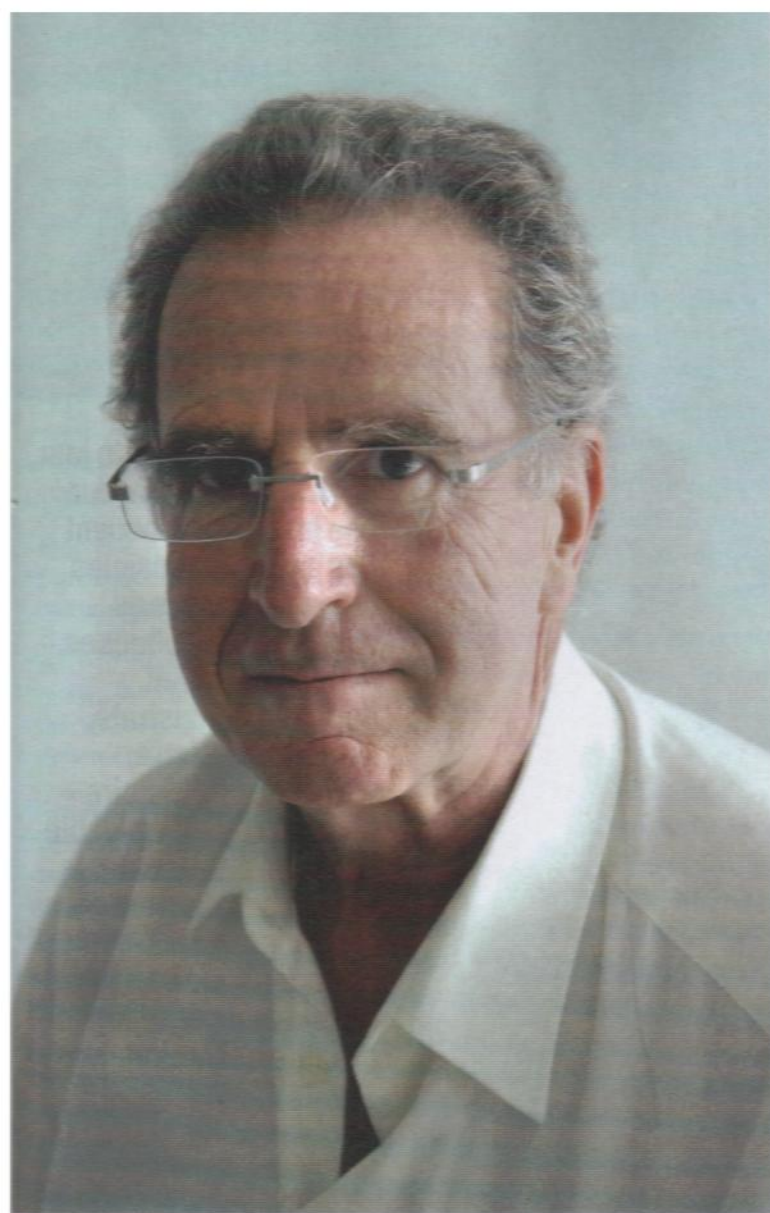
dette publique de 57,7 %. Or si pour le contribuable français celle-ci représente un coût, pour les banques et les compagnies d'assurance qui achètent ces titres de dette, c'est une source de rapport. Au plus fort de la crise de l'euro, celles-ci ont emprunté de l'argent à la Banque centrale européenne (BCE) à un taux de 1,5 %, 2 %, et prêté aux pays du Sud à 5 %, 6 %, 12 % ! Pour illustrer le danger que représente cette enflure financière, utilisons une image : c'est comme si l'on chargeait de plus en plus un animal

de trait, au bout d'un moment le poids serait si lourd, la masse de capitaux accumulés atteindrait de telles proportions et réclamerait une telle rémunération, que la bête épuisée plierait les genoux, que le soufflé financier implorerait. Au cours du premier semestre 2014, les groupes du CAC 40 ont engrangé 31,4 milliards de bénéfices. Près des deux tiers du budget de l'éducation nationale en l'espace de 6 mois ! La charge de la dette de l'État, c'est-à-dire ce que les contribuables paient en intérêts aux marchés financiers, se monte à 46,65 milliards d'euros en 2014, c'est plus que le budget de l'éducation nationale.

#### ÉCRASANT COÛT DU CAPITAL

Cette confiscation de richesse par la finance a un effet direct sur les entreprises et la situation des salariés. Évidemment, si un capitaliste peut obtenir une rentabilité de ses capitaux de 10 %, 15 % sur les marchés financiers, pourquoi les placerait-il dans la production ? D'où l'acharnement du MEDEF et de nos gouvernants contre le « coût du travail ». Les revenus distribués des entreprises, notamment les dividendes, représentaient 5 % de leur valeur ajoutée en 1981, 8,3 % en 1990, 16,5 % en 2000, 19,4 % en 2013. Le coût du capital écrase et fait plier la bête. D'un côté il devient insupportable pour le pays et sa population laborieuse, de l'autre, les droits et les acquis de ceux qui vivent de leur tra-





PIERRE IVORRA

POUR EN SAVOIR PLUS

« LA FINANCE AU PAS. CE QU'IL FAUT SAVOIR SUR LA FINANCE POUR MIEUX LA COMBATTRE »



Sait-on réellement ce que sont les marchés financiers? Mesure-t-on leur pouvoir? La masse de capitaux investis à la Bourse s'élève dans le monde à 62 000 milliards de dollars. Mais ce n'est que le sommet de l'iceberg financier. Le volume quotidien des échanges sur le marché mondial des changes s'élève à près de 5 500 milliards de dollars... dont moins de 2 % concernent l'économie réelle, la production de biens et de services. Cet ouvrage, appel au partage et à l'action, décrypte les soubassements de la dette publique et de son envolée et montre qu'on peut maîtriser la finance en réorientant collectivement les modes de gestion des entreprises et en influant sur les décisions des puissances publiques. DE PIERRE IVORRA, LE TEMPS DES CERISES, 2014. 364 PAGES, 22 EUROS.

Cela suppose de mettre à contribution la BCE. Les États-Unis, le Japon, le Royaume-Uni sollicitent leurs banques centrales mais ils le font surtout pour soutenir leurs multinationales. On pourrait en Europe utiliser les moyens de la BCE pour un financement de grande ampleur des services publics et inciter les banques à pratiquer une sélectivité de leurs prêts aux entreprises de façon à favoriser la croissance, l'emploi, la formation, les qualifications, les salaires. C'est à mon sens le seul chemin approprié pour commencer à faire reculer la finance en France et en Europe. En même temps il s'agirait de s'approprier les alternatives possibles pour la faire reculer au niveau mondial.

INFLÉCHIR LE SENS DU CRÉDIT

L'essor des services publics permettrait à la fois de faire grandir la demande et de muscler l'offre. Ainsi, le développement de l'éducation et de la formation nécessiterait des créations d'emplois accroissant la demande de biens de consommation et de services et, en même temps, contribuerait à améliorer la qualité et l'efficacité de l'offre de production en permettant l'élévation des qualifications.

Au niveau local et dans les entreprises, sans attendre les transformations nécessaires aux niveaux national, européen et mondial, les luttes peuvent permettre d'infléchir le sens du crédit bancaire aujourd'hui prioritairement orienté vers le financement d'opérations financières et de s'engager vers la création de fonds régionaux, ouverts aux salariés et à leurs représentants, aux élus, avec la participation des entreprises et des banques et commençant à dégager des financements pour assurer la sécurité de l'emploi et de la formation. Le mouvement alternatif a des atouts. On nous dit que les difficultés du pays s'expliquent par un coût du travail en France trop élevé dans l'industrie, pourtant l'on constate que, depuis 2012, il décroche par rapport au coût allemand et que la situation économique et sociale ne s'améliore pas. On affirme que l'Allemagne est le phénix des hôtes de ces bois, qu'il faut l'imiter, et aujourd'hui notre voisin est au bord de la récession. On nous assure que l'austérité s'impose pour réduire les déficits publics et la dette, mais plus on la pratique et plus nos déficits et nos dettes s'accroissent. La pensée libérale et sociale-libérale est en crise. Saisissons cette opportunité! ★

« UTILISER LES MOYENS DE LA BCE PERMETTRAIT DE DISSUADER SERVICES PUBLICS ET ENTREPRISES DE RECOURIR AUX MARCHÉS. »

les salariés, les populations, et l'action pour les faire aboutir peuvent permettre de disqualifier les faux prophètes et de rassembler largement en faveur de solutions à la crise. On peut réformer la fiscalité afin qu'elle taxe les revenus. On peut changer le financement de la protection sociale, il y a des propositions en ce sens. Il faut surtout transformer le mode de financement des services publics et des entreprises, créer les conditions pour les dissuader de recourir aux marchés financiers.

vail sont gravement remis en cause. Le taux de chômage dépasse les 10 %, le pouvoir d'achat stagne ou recule, l'insécurité sociale avance à pas de géant, les services publics se dégradent. La déflation menace. Cette analyse critique de l'ordre financier ou plutôt de son désordre ne suffit cependant pas à rassembler pour trouver des issues. Le Front national ne prétend-il pas, lui aussi, se situer dans une démarche antilibérale? Or son ambition se réduit par exemple à nationaliser, mais « de manière partielle et temporaire », les banques de dépôt, uniquement si elles sont en difficulté et cela seulement « en cas d'extrême nécessité », de ne réclamer au niveau international que l'interdiction des produits dérivés et une taxe sur les transactions financières. Pas une seule mesure pour mettre en cause la dictature du dollar. Que de timidité quand il s'agit de s'en prendre au capital! Comment donc dégonfler cette enflure financière qui repart? Seule la mise en avant de propositions radicales contre la finance et pour le développement humain, travaillées avec